

[Traduction]

Le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) laisse entendre que notre gouvernement n'a pas utilisé les sociétés d'État fédérales à l'avantage de l'industrie agro-alimentaire, mais là encore, les faits dépeignent une réalité bien différente.

[Français]

Qu'en est-il maintenant de la société fédérale du crédit agricole? Nous avons, malgré les difficultés financières énormes que rencontre le gouvernement, mis les sommes disponibles par la Société du crédit agricole fédérale, les services de la Société, à la disposition des agriculteurs canadiens.

[Traduction]

Étant donné que les clients de la SCA se recrutent généralement parmi les agriculteurs possédant peu de capitaux et présentant un risque élevé qui ont le plus besoin d'aide, nous reconnaissons que cette société d'État est l'instrument idéal pour mettre des fonds à la disposition des agriculteurs et contribuer au développement agricole partout au Canada. Voici quelques exemples particuliers.

[Français]

En novembre, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a annoncé une aide temporaire, la retenue des poursuites de la Société du crédit agricole à l'endroit des actions qui étaient entreprises contre les agriculteurs, et cela au moins jusqu'à ce que le gouvernement puisse avoir le temps de développer de nouvelles solutions pour les problèmes en matière de crédit agricole. Une partie de ces solutions a été annoncée le mois suivant lorsque le mandat des bureaux d'appel de la FCC, de la Société du crédit agricole a été élargi . . .

[Traduction]

. . . pour permettre au bureau d'avoir son mot à dire avant que l'on ne mette en branle la procédure de saisie.

[Français]

En janvier, le ministre de l'Agriculture a annoncé . . .

[Traduction]

. . . un programme de réduction des taux d'intérêt pour les clients de la SCA qui avaient emprunté de l'argent en 1981-1982 lorsque les taux d'intérêt étaient supérieurs à 14 p. 100. Ces taux pourront être ramenés à 12.75 p. 100, ce qui représente une économie de 80 millions de dollars sur une période de cinq ans pour les agriculteurs concernés. Le ministre a annoncé en mars un autre programme de la SCA pour aider les agriculteurs à faire face aux taux d'intérêt instables, le Programme d'hypothèques à risques partagés. Les agriculteurs désireux de s'en prévaloir obtiendront généralement un taux d'intérêt inférieur aux taux normalement offerts pour les hypothèques de cinq ans, mais les taux d'intérêt fluctueront d'une année à l'autre.

[Français]

Ce sont là des réalisations, et je suis heureux que l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) puisse être présent pour l'entendre, je suis heureux de le souligner, cela c'est de l'argent qui a été investi dans l'agriculture, cela ce sont des mesures qui ont été prises, pas 20 ans d'écran de fumée, mais des mesures concrètes qui ont été prises en huit mois, qui contrebalancent 20 ans de négligence et d'abandon à l'endroit des agriculteurs canadiens.

Les subsides

[Traduction]

Outre ces mesures, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) continue d'explorer de nouvelles méthodes de financement innovatrices, la SCA jouant un rôle de premier plan dans la formulation et la mise en œuvre des politiques.

Juste pour parler d'une autre société de la Couronne qui relève du ministre de l'Agriculture, je signale que la Commission canadienne du lait continue d'être l'instrument fédéral d'administration du programme laitier, évalué à 300 millions de dollars par an, de coordination de la production de lait industriel et de suppression des excédents et qu'elle assume même des fonctions spéciales, car elle se charge notamment des dons de poudre de lait écrémé pour les programmes africains de lutte contre la famine.

Je voudrais parler d'un autre aspect de la motion du député, à savoir que le gouvernement fédéral n'a pas suffisamment consulté les gouvernements provinciaux. Il existe bien des exemples de coopération étroite et notamment ceci. Le 1^{er} octobre, les ministres de l'Agriculture de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et du Canada ont annoncé un programme fédéral-provincial d'aide aux victimes de la sécheresse dans les Prairies pour les éleveurs de bétail qui ont été durement touchés par la sécheresse l'été dernier. Ce programme a largement contribué à maintenir l'élevage de bétail dans les Prairies et son succès repose en grande partie sur le travail d'équipe des fonctionnaires fédéraux et provinciaux qui administraient le programme.

[Français]

En novembre, le gouvernement fédéral et le ministre fédéral de l'Agriculture, et le ministre de l'Agriculture de l'Ontario, ont annoncé un fonds conjoint de 15 millions pour acheter et traiter les surplus de raisins de l'Ontario, lesquels pourront être vendus plus tard lorsque le marché pourra le permettre. L'agriculture, on le sait, monsieur le Président, est une industrie à la grandeur du Canada. Les besoins sont grands, les intérêts sont grands. C'est un élément, peut-être parce que je suis le secrétaire parlementaire que je puis le dire, qui m'apparaît peut-être comme l'industrie la plus importante au Canada, qui mérite d'être «supportée» au plus haut point.

Monsieur le Président, le gouvernement, l'État canadien, avait besoin, enfin, d'un gouvernement qui «supporte» les agriculteurs, qui «supporte» les producteurs agricoles partout au Canada, et qui est particulièrement capable de faire asseoir ensemble autour de la même table des producteurs qui viennent des Maritimes, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, des provinces de l'Ouest, du Québec. C'était important non pas pour encourager les provinces, les fermiers et les producteurs agricoles de toutes les provinces à se dresser les uns contre les autres, mais pour s'asseoir ensemble pour chercher les véritables solutions aux problèmes que nous avons et tenter, je dis bien tenter, parce que nous n'avons pas, malheureusement, toutes les solutions à tous les problèmes. Mais nous en avons réglé plusieurs et nous allons tenter dans les semaines et les mois qui viennent de les régler, les problèmes. D'ailleurs, nous avons déjà commencé.

En décembre, monsieur le Président, le gouvernement fédéral, le ministre fédéral de l'Agriculture (M. Wise) et le ministre québécois de l'Agriculture ont annoncé un programme de compensation pour les pertes de récoltes survenues dans la province de Québec pour l'année 1983.